

## NEUTRALISATION DES CHEFS TERRORISTES AU NORD-MALI

## Interrogations sur le butin d'Aqmi

**Où sont les millions d'euros versés aux terroristes par les Etats occidentaux pour libérer leurs otages ? Il semblerait qu'une bonne partie de cette somme soit perdue à tout jamais. En effet, Abou Zeid, «émir» d'Al Qaïda au Maghreb islamique, aurait emporté ce secret dans sa tombe.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le site mauritanien Sahara Média consacre un article à ce sujet. «Abou Zeid s'est rendu célèbre dans la gestion de l'immense pactole tiré des rançons, selon le témoignage de personnes qui l'ont connu de près. Et en l'absence de moyens pour conserver l'argent tiré de la prise d'otages, Abou Zeid avait souvent caché des millions d'euros dans le désert, s'aidant en cela avec des données GPS qu'il était le seul à connaître», écrit Sahara Média. Si la mort de ce terroriste se confirme, ce trésor restera sous le sable du Sahara.

Par ailleurs, les opérations antiterroristes menées par les armées française et tchadienne dans la région de Gao et dans l'Adrar des Ifoghas se sont poursuivies hier. Bien que non encore confirmée officiellement, la

liquidation d'Abou Zeid et de Mokhtar Belmokhtar pourrait avoir un effet direct sur le sort des otages étrangers détenus par les groupes terroristes.

Paris craint le pire pour ses otages. L'opération antiterroriste menée par les forces françaises et tchadiennes dans le massif des Ifoghas pourrait s'avérer fatale pour les six ressortissants français.

Hier, les médias ont relevé le malaise des «autorités politiques et militaires» au sujet de cette question sensible. Le site internet du magazine *Le Point* indique que Paris préfère rester discret du fait du flou persistant qui existe sur le terrain des opérations. Citant une source militaire française, ce média indique que la mort des otages pourrait être le résultat de «feux amis», de soldats tchadiens en l'occurrence. «L'armée nationale tchadienne est constituée pour l'essentiel de membres de l'ethnie Zaghawa — à laquelle appartient Idriss Déby, le président du Tchad — et ses soldats passent pour être des combattants courageux et efficaces, mais ne s'embarrassant pas des détails. La vraie crainte à Paris, c'est que des otages français aient été victimes des combats. L'hypothèse n'est pas exclue qu'ils aient été tués pas des feux amis, plutôt que



Photo : Df.

Le sort des otages incertain.

par leurs geôliers, pour lesquels ils constituent une précieuse monnaie d'échange», écrit *Le Point* en précisant qu'une procédure de prélèvement d'échantillons d'ADN auprès des familles des otages serait en cours. Ces informations démontrent les difficultés de coordination entre les unités antiterroristes des deux pays engagés dans l'Adrar des Ifoghas. Hier, un soldat français est mort lors de violents combats dans ce massif situé au nord-est du Mali. Agé de 26 ans, il faisait partie du 1<sup>er</sup> Régiment de chasseurs parachutistes (1<sup>er</sup> RCP). C'est le troisième soldat français à mourir au Mali depuis le lancement de l'offensive militaire.

L'armée française qui mène également une offensive plus au sud, dans la région de Gao, a annoncé hier avoir tué «une cinquan-

taine d'islamistes du Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'Ouest». Reste la question de la liquidation des deux chefs terroristes, Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeid. Leur mort a été annoncée par les autorités tchadiennes mais elle n'a toujours pas été confirmée officiellement.

Selon des sources tchadiennes citées par plusieurs médias français, l'élimination de Mokhtar Belmokhtar, initiateur du groupe terroriste «les signataires par le sang» qui avait commis la prise d'otages de Tiguentourine, serait intervenue le 2 mars à midi. La mort d'Abou Zeid remonterait au 23 février lors d'une opération menée par l'armée tchadienne qui a permis l'élimination de 40 autres terroristes.

T. H.

## ILS REVENDIQUENT LA SUPPRESSION DU DOUBLE DISPOSITIF

## Sit-in locaux, aujourd'hui, des jeunes du préemploi et du filet social

**Les jeunes «exerçant» dans le cadre du préemploi et du filet social ne désarment pas et comptent aller au bout de leur mouvement pour se faire entendre auprès des pouvoirs publics, au sujet de leur «calvaire» infini. Ils tiennent, ce matin, des sit-in à travers l'ensemble des wilayas du pays.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Ils sont un «peuple», ces jeunes qui font fonctionner nos administrations dont certaines des plus sensibles, en contrepartie de rémunérations tout ce qu'il y a de misérable.

Eux, ce sont ces milliers de jeunes des deux sexes, environ 600 000 diplômés ou sans aucune qualification, à être recrutés, «temporairement des années durant», dans le cadre du double dispositif du filet social et du préemploi. Et la contrepartie modique sonne comme une «exploitation, un esclavagisme des temps modernes qui ne disent pas leur noms, affirme Idriss Mékidèche, le chargé de la communication au sein de la commission nationale de la corporation, agissant sous l'égide du Snapap (aile Malaoui).

Les premiers ne percevant qu'une «mensualité» de 5 650 dinars au moment où les seconds perçoivent 15 000 DA pour les licenciés et les ingénieurs, 12 000 DA les TS et les DEUA et 8 000 DA pour les autres ouvriers.

Le drame pour ces contingents de jeunes qui ne cessent de grossir les rangs de ces «fonctionnaires» d'un genre à part, est que leur «supplice» dure indéfiniment pour nombre d'entre eux, avec

l'espoir qu'une promesse de régularisation lancée par le supérieur hiérarchique ou un de ses «bras longs» se concrétise. Ce qui, malheureusement, pour la majorité d'entre eux, demeure au stade de simple vœu pieux. Pour remédier à leur situation, les concernés se sont organisés, en 2011, en com-

mission nationale sous l'égide du Snapap et se sont dotés d'une feuille de route, une plateforme de revendications et ont opté pour un mouvement de contestation pour satisfaire cette dernière.

Dans ce sillage, la commission vient de lancer un appel à une nouvelle action de rue pour ce lundi. Il s'agit de sit-in locaux, devant les sièges des wilayas du pays. Un retour, en fait, à la contestation après une action similaire initiée le 28 janvier dernier.

Selon, le chargé de la commu-

nication au sein de la commission nationale qui a renouvelé récemment son bureau, ces sit-in sont dictés par le refus des pouvoirs publics à ouvrir le dialogue. «Nous ne demandons que notre droit conformément à ce que stipule la Constitution dans son article 55», affirme-t-il. Des actions locales qui se veulent, selon notre interlocuteur, comme une préparation à une action d'envergure prévue prochainement à Alger, poursuit Mékidèche pour qui il est désormais vital de mettre fin à cette poli-

tique de l'emploi précaire qui n'est que «de la poudre aux yeux».

Et de ressasser une fois de plus les trois autres doléances de cette corporation, à savoir l'intégration, sans aucune condition, de tous les jeunes exerçant dans ce double dispositif, le gel de tous les concours de recrutement, le temps justement de permettre cette intégration tant souhaitée et enfin la comptabilisation des années d'exercice dans l'expérience professionnelle et le calcul de la retraite.

M. K.

## «RÉVOLUTIONS» ARABES

## Quels acquis pour les femmes ?

**Elles étaient nombreuses, les femmes à investir les rues en Égypte, en Tunisie ou même en Syrie pour imposer un changement de régime. Que reste-t-il de cet engagement ? Quels acquis ont-ils été arrachés ? Des militantes et universitaires en ont débattu hier à l'initiative du quotidien El Khabar.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Des contextes différents mais une réalité quasi identique de la situation des femmes dans le monde arabe. Ce qui s'intitule désormais «printemps arabe» n'a visiblement pas apporté l'émancipation attendue, au contraire, certains acquis sont même menacés. C'est le cas notamment en Tunisie.

Rajae Benslama, enseignante universitaire et écrivaine tunisienne, parle d'une contre-révolution en Tunisie puisque le processus révolu-

tionnaire est toujours en cours même si des tentatives de torpiller les acquis sont nombreuses.

Le parti islamiste Ennahda a d'ailleurs fait de la révision du statut des femmes une priorité puisqu'il a tenté de réviser son rôle non seulement dans la sphère publique mais également privée. Si les femmes ont été nombreuses à investir la rue et ont fini par imposer la parfaite parité dans le Conseil constitutif tunisien, cela n'empêche pas régulièrement l'émergence d'idées conservatrices.

L'universitaire se félicite des concessions faites par Ennahda qui n'a pas réussi à imposer la Charia comme source pour le législateur tunisien. Pour le moment, le rapport de force est actuellement en faveur des femmes mais jusqu'à quand ? En Syrie, la situation est tout autre. Lama Tayara, écrivaine et journaliste syrienne, considère qu'il n'est pas possible de parler de printemps arabe en Syrie au regard

de la grande confusion qui y règne. Une confusion qui n'a pas amélioré la situation des femmes dans un contexte marqué par une situation économique désastreuse. Les femmes s'y retrouvent souvent aux premières lignes et doivent faire face seules aux besoins de leurs familles.

Meli Danielle, membre actif pendant la révolution, a rappelé pour sa part que les femmes étaient en nombre dans les rues surtout après l'agression contre une jeune fille qui a été dénuée par des soldats dans les rues du Caire.

Khaoula Taleb El Ibrahim, enseignante universitaire algérienne, a, quant à elle, rappelé que dans le monde arabe, les femmes continuent de subir des injustices : le code de la famille en est la meilleure illustration en Algérie mais c'est également le cas en Egypte ou au Yémen, par exemple. Il y a des cycles durant lesquels des acquis sont arrachés avant qu'ils ne soient remis en cause.

N. I.